

Villes en transition : un concept en pleine expansion

Florence Loriaux,

Changer le mode de vie et les communautés locales, s'impliquer et s'engager dans ce vaste mouvement de transition pour s'en sortir ensemble, recréer des liens, tramer un tissu social, rétablir des solidarités, conjuguer le local et le global, tout un programme proposé lors de la Semaine de la solidarité internationale organisée à Liège à la fin du mois de mars 2012. Un défi de taille à relever pour anticiper et assumer la crise énergétique, pour sortir de la dépendance au pétrole, pour tenter une réorganisation économique, sociale, politique et culturelle avec une vision constructive et optimiste de l'avenir.

Indexation : développement durable, énergie, solidarité, transition, mouvements sociaux

Tout commence en automne 2006 en Angleterre lorsque Totnes devient la première ville en transition. Le concept de transition vise à préparer les mutations, et à mettre en place les solutions pour faire face à la crise pétrolière et aux changements climatiques. Cette approche donne à une communauté en état de choc (on parle aussi de résilience), la capacité de réduire son empreinte écologique (pollutions), son bilan carbone et de mieux se préparer aux bouleversements qui accompagneront le pic pétrolier actuel.

Dans le sillage de Totnes, beaucoup d'autres villes s'embarquent dans la même expérience au point qu'en février 2009, sur le territoire britannique, 94 villes, villages et îles en transition sont dénombrés. En 2010, on en recense plus de 250 pour arriver à plus de 800 dans une vingtaine de pays à travers le monde en 2011 et depuis, la liste ne fait que s'allonger comme en témoigne le réseau de Transition «Transition Network»¹ qui recense les adhésions officielles.

En Belgique francophone, Grez-Doiceau² fait figure de pionnière en définissant le réseau «Grez en Transition» comme «une initiative citoyenne ouverte, associative et participative qui veut imaginer et réaliser concrètement d'autres manières de vivre et de consommer». Depuis, diverses villes comme Ath ont adhéré officiellement au mouvement tandis que d'autres comme Liège ont entamé la démarche mais de manière officieuse jusqu'à ce jour.

1. Liste renseignée sur le site Internet <http://www.entransition.be/doku.php/initiatives.locales/start>. En Belgique francophone (Wallonie et Bruxelles), un réseau des initiatives s'est créé en 2011. On y comptait une vingtaine d'initiatives existantes ou en préparation à la fin 2011. Les initiatives de «villes, communes, quartiers en Transition» sont également un des axes de travail des Amis de la Terre - Belgique. Il existe également un réseau d'initiatives de Transition en Flandres : Transitienetwerk Vlaanderen

2. Voir le site <http://www.grezentransition.be/>

Rob Hopkins et la Permaculture à l'initiative d'un mouvement social mondial

Enseignant en permaculture, Rob Hopkins crée en 2005 le modèle de transition avec ses étudiants dans la Ville de Kinsale en Irlande. La permaculture, science de conception visant la création de lieux de vie humains soutenable, a été «conçue dans les années 1970 au moment de la première crise pétrolière comme une «agriculture permanente», délaissant la culture annuelle et la monoculture au profit de systèmes à plusieurs étages utilisant des arbres et des plantes pérennes productifs et utiles. Son application aux systèmes agricoles a rapidement été élargie car il devenait clair qu'une nourriture soutenable ne pouvait être obtenue sans une multitude d'autres éléments qui constituent une société- l'économie, le bâtiment, l'énergie etc. On considère depuis ce moment que le terme «permaculture» est la contraction de permanent culture parce qu'il désigne la création d'une culture de la permanence»³

Pour Pablo Servigne⁴ auteur d'un article sur l'histoire de la transition,, «la transition n'est ni une révolution brutale, ni une révolte, ni un effondrement généralisé, pas plus un changement par «le haut» dirigé depuis des instances lointaines avec un programme précis. C'est plutôt un changement progressif de relocalisation de l'économie, par «le bas», diversifié, lent, constructif, pacifique et radical (car elle prend le problème à la racine). C'est imaginer, programmer et construire localement une descente énergétique qui prendra 30 ou 40 ans et nous conduira à l'ère «post-carbone». Ne pas faire table rase signifie forcément qu'il y aura des compromis utiles à faire et des rapports de force à gérer. Personne ne sait vraiment quels chemins seront empruntés puisque les choix se font sur place avec les personnes présentes. Il n'y a pas de programme officiel. La transition est une vision positive et pragmatique de l'avenir. En fait, c'est bien plus qu'une idée, c'est du concret ! On peut même s'aventurer à dire que c'est le défi de notre génération».

Ainsi, la transition s'affiche comme un grand espoir en l'avenir et si l'évolution même est jalonnée de points d'interrogation, le fondement, lui, semble nettement défini et s'appuie sur quatre prémisses⁵ :

1. Nous ne pourrions pas éviter de vivre en consommant beaucoup moins d'énergie. Il vaut mieux s'y préparer que d'être pris par surprise ;
2. Nos établissements humains et nos communautés manquent de la résilience nécessaire pour survivre aux importants chocs énergétiques qui accompagneront le pic pétrolier ;
3. Nous devons agir collectivement et nous devons le faire maintenant ;
4. En stimulant le génie collectif de notre entourage pour concevoir en avance et avec créativité notre descente énergétique, nous pouvons construire des modes de vie plus interreliés, plus enrichissants et qui reconnaissent les limites biologiques de notre planète.

LA TRANSITION, D'AUTRES MONDES A CONSTRUIRE AU NORD ET AU SUD

Développer le «génie collectif» pour anticiper avec créativité la descente énergétique tout en construisant des modes de vie plus reliés ; plus enrichissants et qui reconnaissent les limites biologiques de la planète, c'est l'un des objectifs prioritaires afin que le futur plus sobre en énergie et plus résilient n'entraîne pas forcément une qualité de vie inférieure à celle du présent. C'est l'un des principaux messages lancés au sein du mouvement de transition où l'on tient aussi à souligner qu'au contraire, un avenir où l'économie locale serait revitalisée, posséderait bien des avantages parmi lesquels du bien-être et un moindre stress, l'amélioration de l'environnement et le renforcement de la stabilité sociale.

«Nous sommes tous riches de talents à partager», un credo à la base d'un système plus solidaire «où la valeur de l'argent est réinterrogée : autre valorisation du temps disponible, lutte contre les inégalités sociales et la paupérisation croissante de la population, alternative économique à la mondialisation

3. Les Amis de la Terre-Belgique, Villes en Transition, cahier n°14, année 2010, p.4.

4. Pablo SERVIGNE, La Transition, Histoire d'une idée, Juin 2011, p.11 (www.barricade.be)

5. Ibidem, p.10.

et la spéculation financière» comme le répètent les adhérents qui se réjouissent de voir grandir le mouvement de Transition et qui veulent encore accélérer le processus en découvrant «des talents cachés» et «des potentiels à exploiter» chez chacun.

Tous ensemble

Réhabiliter le collectif, le vivre au quotidien, c'est déjà sortir un peu du carcan imposé par le capitalisme, affirment encore les membres du mouvement de Transition qui ajoutent que le collectif donne de la force aux gens comme aux revendications. Et de proposer de définir le collectif comme «une place pour chacun dans un projet, chacun apporte quelque chose au projet. Le collectif n'exclut personne, il est ouvert à tous et il permet à chacun de participer au projet commun, d'y devenir créateur. La dimension collective ne gomme pas l'individu. Au contraire, elle lui donne une reconnaissance et une existence sociales absolument indispensables. Pour les personnes en situation de pauvreté qui souffrent souvent d'un grand isolement social, rejoindre une association est parfois une question de survie. Chacun est accueilli comme il est, avec ses fragilités mais aussi avec ses richesses qui ne tardent pas à émerger et à servir des projets communs». Autrement dit, ceux qui passent pour des «maillons faibles» aujourd'hui parce que sans emploi, sans papier ou sans domicile par exemple, apporteront leur aide demain pour permettre aux autres d'avancer sans réduire de façon draconienne le confort quotidien mais en le rendant plus accessible à l'ensemble du groupe et sans abandonner des foules au bord du chemin.

«Moins de biens mais aussi, et peut-être surtout, plus de liens» selon les mots d'Hervé Kempf⁶ qui met aussi en garde contre une tendance à se retrouver en petits cercles fermés assez tentants et qui appelle donc à la plus grande vigilance du fait que «le collectif n'est pas automatiquement incluant».

Brasser large, c'est apparemment encore peu aisé, exception faite des jardins partagés où beaucoup de monde n'hésiterait pas à se retrouver pour mettre les mains dans la terre, échanger des trucs et astuces quand ce ne sont pas des semences, se rencontrer sur un projet commun qui peut déboucher sur d'autres actions et d'autres thèmes susceptibles d'influer sur les modes de vie. Pour illustrer la nécessité de lier l'individuel au collectif, une référence faite par le même Hervé Kempf) l'écologie sera sans doute quelque peu éclairante. La promotion de gestes individuels comme fermer le robinet, éteindre les lumières inutiles, isoler sa maison pour citer quelques exemples est particulièrement de mise avec un risque de récupération commerciale aux yeux de certains mais l'inévitable réduction collective et globale de la consommation énergétique de nos sociétés est passée sous silence. Pour preuve, selon Hervé Kempf, le discours de l'association «Planète éolienne». Cette dernière avance qu'une éolienne d'un mégawatt peut fournir de l'énergie à 1000 foyers français. Mais elle ne prend en compte dans son calcul que la consommation domestique en oubliant que les gens travaillent dans une entreprise qu'il faut aussi chauffer et éclairer, qu'ils font leurs courses dans des supermarchés voraces en énergie, qu'ils utilisent les transports en commun, qu'ils achètent des produits qui ont consommé de l'énergie autant pour leur fabrication que pour leur transport et ainsi de suite. Si bien que, si l'on englobe cette consommation collective en divisant la consommation totale du pays par le nombre d'habitants, on arriverait non pas à 1000 foyers mais à 117...

Grez-Doiceau, Ath, Liège et les autres

Un peu partout, la réflexion s'organise et la recherche de nouvelles pistes est mise au programme avec des différences selon les lieux puisque problèmes et solutions s'ébauchent à l'échelon local. Après Grez-Doiceau qui est la pionnière dans ce domaine, Ath est entrée officiellement dans le mouvement de transition depuis un an et demi. Comme partout, énormément d'interrogations se font jour que ce soit sur l'alimentation, la santé, le bien-être, l'habitat, l'économie, la finance, l'enseignement, la Culture, l'environnement, les technologies, le foncier, la gouvernance, on le voit les sujets ne manquent pas et le cheminement est lent. Des solutions miracles, ça n'existe pas ni une panacée d'ailleurs. Alors, à l'heure actuelle, à Ath, la seule avancée concrète, c'est l'existence d'une charte. «Là où certains veulent laisser toutes les possibilités pour tous à tout moment, nous, on a voulu établir un règlement commun pour que chacun puisse entrer dans le jeu en connaissant les règles, on pense, en effet, que

6. KEMPF, Hervé, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, p.55. Cité dans la brochure *Vivre ensemble Education, analyses 2011*, n.12, Associations de lutte contre la pauvreté et simplificitaires ; ensemble vers une autre société ?, pp. 5 et 6.

ça ne sert à rien de distribuer des cartes à tout le monde puis de dire «Jouez» si on ne dit pas d'abord quel est le jeu choisi puis si on n'explique pas les règles à suivre pour pouvoir participer vraiment au jeu» explique un des initiateurs du mouvement de Transition à Ath qui précise, à l'occasion, qu'il est assez malaisé de réunir un public vraiment hétérogène mais, loin de laisser tomber les bras, là aussi, tous les moyens sont recherchés pour y arriver. Liège est également engagée officieusement depuis l'automne dernier⁷.

Au Nord comme au Sud

Sans se laisser déboussoler par un monde où le profit fait la loi et où l'être humain ne semble rien de plus qu'un des paramètres de la rentabilité, il faut maintenir le cap au Nord comme au Sud. Le mouvement de transition se met un peu partout en place, le cheminement se fait très progressivement, la réflexion demande et prend du temps mais un nouveau départ et un développement harmonieux où tant l'être humain que l'environnement puissent trouver leur compte, ne semblent pouvoir s'obtenir qu'à ce prix.

Pourtant, à l'autre bout du globe, il en va autrement. Une représentante de l'Association La Cuculmeca à Jinotega au Nicaragua explique que, si les initiatives des communautés de base se rejoignent dans des relations justes et équitables au Nord comme au Sud, au Nord, il y a le temps de la réflexion alors que dans son pays, face à des problèmes très concrets, il faut trouver des solutions et faire tout de suite quelque chose avec ce qu'on a sans rien attendre surtout de l'extérieur mais en ne comptant que sur soi. C'est ainsi que les habitants se groupent et unissent leurs forces pour surmonter comme ils peuvent les difficultés du moment et trouver des moyens pour s'en sortir eux et leurs proches. On apprend ainsi que, quand il s'agit d'agriculture, d'alimentation, de souveraineté alimentaire par exemple, les projets sont écologiques et respectent l'environnement tout en privilégiant la solidarité entre les citoyens avec un partage et des échanges notamment ; ces projets s'insèrent dans le développement durable ; chaque membre associé au projet est partie prenante comme co-acteur, consommateur et décideur : le projet de tous, pour tous. Il s'agit généralement d'initiatives de petits groupes locaux en réseau, il s'agit d'économie sociale et solidaire. Tout bénéfique est réinjecté en priorité dans le projet.

«La transition vers un marché socialement juste et économiquement soutenable, c'est l'enjeu capital, une transition qui garantit le respect des droits, maintient le patrimoine social et environnemental, réduit fortement les inégalités sociales. Le développement durable doit s'inscrire aussi bien sur le plan social qu'économique et environnemental ; la solidarité tant spatiale qu'intergénérationnelle doit assurer la justice sociale et le bien-être en cherchant à éradiquer la pauvreté ; le recours aux moyens économiques doit permettre de revoir nos modes de consommation et de production de la même façon que la redistribution des richesses, le tout dans le respect et le retour aux limites environnementales de la planète afin de préserver les ressources naturelles» insiste Véronique Rigot, du CNCD qui rappelle que depuis 1972 et la première conférence sur l'Environnement de Stockholm, depuis 1992, la conférence de Rio, pas mal d'eau a déjà coulé sous les ponts mais il reste encore beaucoup à faire même si diverses tentatives ont le mérite d'exister pour prôner un avenir différent basé sur la solidarité et le partage, que ce soit le mouvement de décroissance, celui des prospérité sans croissance, celui de la sobriété heureuse, celui de la simplicité volontaire pour en citer quelques-uns.

A ce sujet, le clignotant est à l'orange aux yeux de ceux qui craignent que de fortes diminutions de consommation n'entraînent des restructurations d'entreprises avec des pertes d'emplois à la clef et, dès lors, la précarisation de certains. Le 20 juin 2012, journée d'action mondiale pour le développement durable, les attentes sont nombreuses comme celles liées à Rio + 20 où 20 ans après le Sommet de la Terre, une réflexion se fera sur le thème de l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté d'une part et le thème d'un cadre institutionnel international pour le développement durable.

7. Liège en Transition a été fondée le mercredi 9 novembre 2011. Le «groupe porteur» de Liège en transition s'y est vu fixer comme objectif principal de faire connaître aussi largement que possible la thématique de la transition à Liège, et de contacter les divers groupes et associations susceptibles de prendre part au mouvement. Depuis, l'auto-organisation de l'Initiative s'est poursuivie, avec notamment la création de groupes thématiques sur la production alimentaire, les monnaies complémentaires, la mobilité, l'habitat groupé ou encore le tourisme local et alternatif.

Economie et agriculture relocalisées, constructions durables, transports soutenables, dépenses énergétiques mesurées, gestion juste des ressources et des biens communs, monnaies locales complémentaires, démocratie participative, travail des imaginaires et, si possible à plus long terme ; une géopolitique plus éthique et plus apaisée, le chantier est très vaste et a besoin de toutes les forces pour avancer en gardant à l'esprit qu'une autosuffisance alimentaire dans nos pays permettrait de peser moins sur les pays en voie de développement et d'améliorer les conditions de vie des paysans. Désormais, pour chacun, une seule devise : «Agir local, penser global».



